



Jardins d'écoles Cultiver les jeunes esprits	1
Céréales Haro sur les foreurs de tiges	3
OGM Organismes Germes de Malaise ?	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Banane Le commerce équitable comme planche de salut	16

Site Web : [spore.cta.int](http://spore.cta.int)



**Dans ce numéro,**  
il est beaucoup  
question de paris  
sur l'avenir. Entre

promesses et risques des OGM,  
les pays ACP sont acculés à choisir :  
s'ouvrir ou non aux cultures GM.  
Les OGM pourraient-ils venir à bout,  
par exemple, des foreurs de tige qui  
ravagent les céréales ? C'est l'une  
des gageures de la recherche.

Pari d'une autre nature, les jardins  
écoles du Sud qui misent sur la  
nouvelle génération : les écoliers  
aux doigts verts seront-ils demain  
de jeunes entrepreneurs fiers  
de leur métier ? Quant aux îles  
du Vent, elles ont, de leur point  
de vue, gagné leur pari de  
reconversion à la banane bio  
et équitable. Autant de sujets que  
Spore vous offre pour réflexion,  
avec comme toujours des brèves,  
de bonnes adresses et des nouvelles  
publications – de quoi vous aider  
à tenir vos paris.



Photo : © ICRAF/SIO3

## Jardins d'écoles

# Cultiver les jeunes esprits

**La terre peut être un formidable outil éducatif pour la nouvelle génération. Les jardins d'écoles sont une porte d'entrée prometteuse pour intéresser les jeunes à l'agriculture, leur donner les moyens de se nourrir, assurer la sécurité alimentaire future des ménages et endiguer l'exode rural.**

**L**a terre comme outil d'apprentissage : Claudette Power, directrice de l'école de Sligoville en Jamaïque, y croit fermement. La plupart de ses collègues enseignants sont comme elle des jardiniers expérimentés. Chaque classe gère sa parcelle, cultive des herbes et des légumes bio, élève des poulets, des lapins et des chèvres. Une partie de la nourriture est servie à la cantine ; le reste est vendu à la communauté ou donné aux enfants pour la maison. À Macuata, dans les îles Fidji, les enfants de l'école primaire de Lutukina font pousser des légumes bio (choux, laitues, radis, aubergines, carottes, haricots verts et tomates) qu'ils consomment le midi.

L'éducation par le jardinage (EPJ) est un concept de plus en plus populaire à travers le monde pour promouvoir ce que les

formateurs nomment l'éducation écologique. Dans les pays industrialisés, le potager éducatif cherche à développer la conscience environnementale des enfants, tandis que, dans les pays en développement, il a en général un objectif plus pratique : doter les jeunes de compétences en agriculture durable et, dans le meilleur des cas, leur apprendre à transformer leurs produits, à les vendre et à en tirer profit.

Les jardins d'écoles et les potagers éducatifs ont eu longtemps mauvaise presse. Ces initiatives répandues avant l'indépendance souffrent encore de connotations coloniales négatives. Souvent, elles s'apparentaient plus à des formes à peine masquées de travail forcé et de paternalisme disciplinaire qu'à un apprentissage offert aux enfants.



Photo : Bizzani © FAO

Dans de nombreux pays ACP, cependant, on assiste à un renouveau du potager éducatif, de plus en plus apprécié comme un moyen de démontrer aux jeunes l'intérêt de l'agriculture tout en leur enseignant d'importants principes de nutrition et en contribuant à la sécurité alimentaire des familles. Il n'y en a pas encore beaucoup, en partie parce que le jardinage reste considéré comme une activité marginale, en dehors du cadre pédagogique général. Toutefois, ce préjugé recule peu à peu. Les potagers éducatifs sont un élément clé de la nouvelle politique éducative du Niger, et en Sierra Leone 80 % des écoles proposent aujourd'hui des cours de jardinage.

### Leçons au jardin

La parcelle-école est en général plantée de légumes et de fleurs ; elle accueille parfois des plantes médicinales, parfois aussi des petits animaux et une mare à poissons. La taille varie du petit bout de terrain au vrai champ et déterminera le type de cultures et l'inclusion ou non d'arbres. Les jardins les plus productifs sont ceux où sont cultivées des plantes rustiques dont le cycle s'aligne sur le calendrier scolaire.

L'EPJ convient aux élèves de tous âges. Pour les plus jeunes, elle met l'accent sur un régime alimentaire sain et le respect de l'environnement, pour les plus âgés, sur la capacité à tirer un revenu de la culture de fruits et de légumes. Au Zimbabwe, le Programme de permaculture pour les écoles et l'enseignement supérieur (SCOPE) a introduit le concept d'agriculture biologique dans plus de 50 écoles (voir *Spore* 93). Au Nadi College de Fidji, les élèves formés à la culture hors sol ont pu tirer de bons revenus de leur production. Le Gimomoi Youth Polytechnic, à l'ouest du Kenya, a récemment introduit l'agroforesterie dans son cursus. Les jeunes participent aux recherches sur le terrain et exploitent des pépinières pour la vente. "Notre projet d'agroforesterie suscite une attitude positive vis-à-vis de la protection de l'environnement, tout en permettant à l'école de tirer un revenu de la vente des jeunes plants", confie son directeur, Joel Amakoye.

Dans les pays touchés par un conflit, où les enfants ont souvent grandi dans des

camps de réfugiés, les jardins d'écoles jouent un rôle important dans l'acquisition de compétences agricoles. Ils peuvent aussi secourir les orphelins du VIH/sida, qui ont d'urgence besoin d'un revenu sécurisant. "La mort prématurée des parents crée une brèche dans la transmission du savoir", explique Khumbi Chinonge, qui dirige l'école de Sithobela pour les orphelins du sida au Swaziland. À ce jour, la FAO a installé 34 écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les orphelins au Kenya, au Mozambique, en Namibie, au Swaziland et en Zambie. Ces écoles donnent des cours pratiques sur les techniques agricoles, la nutrition et les plantes médicinales. Elles aident aussi à retrouver les savoirs traditionnels sur la biodiversité et les plantes locales.

### Moisson d'espoir

Autre bénéfice important d'un potager scolaire, les liens qu'il peut créer entre élèves, enseignants, familles et organisations de la communauté. Quelques projets audacieux "enrôlent" les talents locaux – horticulteurs, services de marketing et entreprises de technologies de l'information. Au Burkina Faso, des animatrices socioculturelles ont aidé des écoles à créer des potagers où cultiver, par exemple, des carottes et des patates douces à chair orange, riches en vitamine A. Les enfants ont emporté des légumes chez eux et beaucoup de parents se sont mis à cultiver ces légumes à leur tour sur leurs propres parcelles. Au Centre d'apprentissage mariste



Photo : C. Djedjeh © FAO

De jeunes orphelins mozambicains fiers de leur production

Ulimasao de Savai'i, de jeunes Fidjiens de 14 à 25 ans gèrent une plantation. Ils travaillent avec une organisation locale, Women In Business, qui les forme en production et vente de produits bio, dont certains pour des créneaux d'exportation.

Un programme commun de la FAO et de l'Institut international de planification de l'éducation a résumé les meilleures pratiques pour monter un bon projet de potager éducatif. Il est important que le potager soit adapté à son environnement et utilise une technologie appropriée et durable. Des

règles claires et une grande transparence doivent aussi régir la production et les profits. "Les familles et la communauté doivent voir que l'école aide les enfants à acquérir des compétences utiles et ne les exploite pas au profit de l'école ou (pire encore) des enseignants", avertit le guide de la FAO *Setting Up and Running a School Garden* qui donne divers conseils, du choix d'une parcelle à la mobilisation d'aide ou de fonds.

### Se connecter

Certaines écoles apprennent aux jeunes à planifier, cultiver, récolter puis préparer un repas ou une collation avec les produits du jardin. D'autres proposent un module après récolte, avec des conseils pratiques pour transformer et valoriser les produits, comme les tranches de mangues séchées au soleil. Les cursus les plus ambitieux forment en marketing et fixation des prix, préparation d'un plan d'exploitation, tenue des comptes et promotion des produits. En Éthiopie, les élèves du Centre technique et professionnel Selam gèrent de vastes parcelles, suivent la transformation des récoltes importantes et préparent les produits destinés à deux restaurants ouverts au public. À la Barbade, le Mouvement 4-H permet aux jeunes de participer à des projets agricoles de diversification, surtout hors du secteur sucrier.

Quelle que soit la taille du projet, la communication est vitale pour inciter les jeunes à améliorer leurs résultats. Au Ghana, cinq stations de radio, financées par des sociétés de technologies de l'information, offrent un temps d'antenne pour encourager la communication entre clubs de jardins d'écoles. L'objectif est d'équiper chaque club d'un téléphone satellite qu'il peut utiliser pour appeler l'émission agricole et poser des questions aux invités et aux auditeurs.

Destiné aux jeunes, The Growing Connection (TGC), un programme d'appui à des productions à haute valeur ajoutée, utilise Internet et les TIC pour connecter les jeunes jardiniers entre eux ainsi qu'aux principales sources d'information et de conseil. "Nous créons des potagers à faible coût dans les pays en développement, puis relient les jeunes entre eux via Internet pour qu'ils puissent échanger techniques et recettes", explique Robert Patterson, fondateur de TGC, qui a ouvert des jardins d'écoles au Ghana, au Kenya, en République dominicaine, au Sénégal et plus récemment en Jamaïque. "Ils acquièrent l'expérience d'innovations à faible coût dans un cadre agricole et une motivation à s'impliquer dans l'agriculture durable."

*Setting Up and Running a School Garden*  
FAO, 2005, 198 p.  
ISBN 92 5 105408 8  
30 \$ US • 23 €  
Site Web :  
[www.fao.org/docrep/009/a0218e/a0218e00.htm](http://www.fao.org/docrep/009/a0218e/a0218e00.htm)

# Haro sur les foreurs de tiges

**Les insectes foreurs de tiges causent des dégâts considérables aux céréales. Toutes sortes de moyens de lutte existent, mais il reste encore beaucoup à faire pour que les petits agriculteurs puissent les utiliser.**

**M**aïs, mil, sorgho ou riz : aucune des principales cultures céréalières d'Afrique n'échappe aux ravages des foreurs de tiges. À quelques variantes près, le scénario de l'attaque est le suivant : les foreurs, appartenant en général à l'ordre des lépidoptères ou des diptères, déposent leurs œufs entre les tiges et les gaines foliaires. Après l'éclosion, les larves se nourrissent de jeunes feuilles tendres à l'apex de la plante puis, dans un second temps, forent la tige et progressent en la dévorant de l'intérieur. Le bourgeon terminal noircit et sèche. La plante dépérit et les rendements en grains chutent.

En Afrique subsaharienne, les foreurs figurent parmi les pires ennemis des petits producteurs de céréales. En l'absence de statistiques globales précises, des études locales suggèrent l'ampleur des dégâts. Au Kenya, *Chilo partellus*, introduit accidentellement d'Inde dans les années 1930, a causé localement 73 % de pertes de rendement du maïs. En Afrique du Sud, la baisse de rendement a été évaluée à 50 % sur le sorgho et le maïs. Réduire les populations de ces ravageurs est donc une priorité pour les paysans comme pour les chercheurs. Mais la tâche est difficile en raison de la grande diversité biologique de ces insectes et de leurs comportements variables selon les conditions climatiques et écologiques. Parmi la vingtaine de foreurs des céréales économiquement importants en Afrique tropicale, les plus répandus sont *Eldana saccharina*, qui s'attaque aussi à la canne à sucre dans la plupart des pays ACP, *Chilo partellus* (famille des pyrales), *Sesamia calamistis* et *Busseola fusca* (famille des noctuelles).

## La lutte continue

Il n'existe pas de solution universelle au problème des foreurs, mais divers traitements et méthodes de prévention peuvent être envisagés et parfois combinés. Au cas par cas, il faudra juger de l'opportunité de traiter en fonction du prix et du montant estimé des pertes. L'utilisation de pesticides chimiques est rarement rentable pour les petits agriculteurs et, en outre, elle est malaisée, car à l'intérieur des tiges les foreurs sont à l'abri des traitements. Des tests menés au Nord-Cameroun, en 2004-2005, sur du sorgho attaqué par *Sesamia* ont toutefois montré que trois pulvérisations foliaires d'acétamipride ou sept de neem, un insecticide naturel, réduisaient de 40 % les attaques de foreurs et augmentaient le rendement en grains de respectivement 440 et 350 kg/ha.



Photos : © Syifa International, © Push-Pull.net

Les foreurs comme *Chilo partellus* font gravement chuter les rendements de maïs.

La lutte biologique, surtout les lâchers de guêpes *Cotesia flavipes*, suscite les plus grands espoirs. Des résultats appréciables ont été enregistrés sur le maïs au Kenya où ils ont permis, à partir de 1991, de réduire la densité totale de foreurs d'un tiers et les pertes de rendement de 47,3 %. Ces guêpes importées du Pakistan, qui pondent leurs œufs dans les larves des foreurs, se sont même multipliées hors de la zone où elles avaient été lâchées. Des études menées en 2004 par le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE) estiment à plus de 138 millions € le bénéfice économique net pour toute la région en vingt ans. Depuis 2005, de nouveaux lâchers ont été réalisés avec succès dans dix pays d'Afrique de l'Est et australe.

Autre piste : la mise au point de variétés de céréales résistantes aux foreurs. L'ICIPE collabore avec plusieurs centres nationaux et internationaux de recherche agricole à la mise au point de variétés hybrides de sorgho et de maïs, à la fois résistantes aux insectes et plus productives. Au Kenya, le programme Insect Resistant Maize for Africa (IRMA) explore, lui, la voie transgénique (*Spore* 115 et page 5 de ce numéro) pour mettre au point des variétés résistantes grâce au transfert de gènes de *Bacillus thuringiensis* (Bt).

## Repousser et attirer

À la portée immédiate des petits paysans, la lutte intégrée à prédominance biologique combine résistance variétale, cultures intercalaires, choix de la date de semis et destruction des résidus de récolte afin de maintenir la population des ravageurs et les dégâts

économiques en deçà d'un certain seuil. La méthode *Push Pull* (littéralement pousser-attirer), expérimentée depuis une dizaine d'années par l'ICIPE au Kenya, fait partie des pratiques culturelles les plus prometteuses. Elle consiste, d'une part, à cultiver parmi les céréales des plantes répulsives (*Desmodium* par exemple) pour les foreurs et, d'autre part, à border les champs cultivés de graminées sauvages sur lesquelles ils viendront pondre leurs œufs. Des résultats encourageants ont été obtenus au Kenya avec le napier (*Pennisetum purpureum*) et l'herbe du Soudan (*Sorghum vulgare sudanense*) et, en Afrique du Sud, avec le vétiver – des plantes que les femelles de certains foreurs de tiges préfèrent au maïs. Appâts ou pièges, ces plantes ont en outre des propriétés fertilisantes, anti-érosives ou fourragères.

En octobre 2005, une conférence internationale sur les lépidoptères foreurs de graminées en Afrique a réuni, à l'initiative de l'ICIPE et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), France, une cinquantaine de spécialistes africains. Les progrès réalisés ces dernières années dans la connaissance des espèces de foreurs et de leurs comportements devraient, selon les experts, entraîner un affinement et une meilleure efficacité des méthodes de contrôle biologiques et culturelles. Mieux armés pour identifier correctement les foreurs, agriculteurs et techniciens pourront réagir et engager la lutte plus tôt avec de meilleures chances de succès.

Voir *Repères* page 10



# rganismes



# ermes de

**Dans l'espoir d'améliorer leur production, les pays ACP, particulièrement en Afrique, s'ouvrent aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Cependant, les résultats des premières expériences montrent que les OGM n'apportent pas aux petits producteurs du Sud les avantages escomptés.**

**A**ppliqué aux plantes, l'acronyme OGM – organisme génétiquement modifié – désigne une espèce végétale dont la composition génétique a été modifiée par l'introduction d'un ou plusieurs gènes d'une autre espèce. Au vu de leur rapide extension, ces OGM ou plantes dites transgéniques ont le vent en poupe. Selon les statistiques de l'ISAAA, une association qui regroupe de nombreuses organisations internationales, des agences gouvernementales et les principales multinationales productrices de semences transgéniques, les surfaces cultivées en OGM dans le monde ont augmenté de 10 à 20 % chaque année depuis cinq ans. Fin 2006, elles couvraient 102 millions d'hectares dans 21 pays. Aujourd'hui, 57 % du soja, 25 % du maïs, 13 % du coton et 5 % du colza cultivés dans le monde sont d'origine OGM. Quatre pays concentrent l'essentiel de ces cultures : les USA (53 % des cultures OGM), suivis de l'Argentine, du Brésil et du Canada. Viennent ensuite l'Inde et la Chine.

En Afrique, seule l'Afrique du Sud, où 70 % du coton, 25 % du soja et 15 % du maïs produits sont transgéniques, en cultive à grande échelle. Huit pays africains en sont encore au stade des essais au champ : Burkina Faso, Égypte, Kenya, Maroc, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

## La mise au point d'une variété GM

Avant d'être proposée aux agriculteurs, une plante GM passe par différentes étapes destinées à s'assurer de son efficacité et de son innocuité pour l'environnement et la santé humaine. Créée en laboratoire, où sont effectués des tests *in vitro* sur les insectes et sur la toxicité des protéines générées par le gène introduit dans la plante, la variété est ensuite expérimentée au champ pour étude de son comportement et de ses interactions avec le milieu. Des essais qui doivent être, en principe, autorisés par les États et donnent lieu à des protocoles rigoureux pour éviter ou limiter la contamination des autres plantes.

La mise sur le marché des semences est la dernière étape qui requiert elle aussi une autorisation. En vertu du principe de précaution nettement posé par le protocole de Carthagène, les pays peuvent refuser l'introduction d'OGM sur leur territoire, que ce soit pour des expériences, des cultures ou dans les produits alimentaires.



Culture de coton de la variété transgénique NuOpal, résistante aux insectes, en Afrique du Sud

Cette expansion rapide résulte-t-elle de l'intérêt croissant des producteurs pour des semences plus productives qui améliorent leurs revenus, ou est-elle le fruit d'une "Opération Géniale de Marketing" des firmes qui les vendent, comme le titrait récemment un journal français ? Difficile de trancher, car ces petites graines continuent de susciter de vives polémiques. Les uns pensent que les plantes qui en sont issues pourraient être nocives pour la santé ou nuisibles à l'environnement. Les autres arguent qu'elles produisent plus et qu'elles permettent de réduire l'utilisation de produits chimiques. Ces questions divisent partisans et adversaires des modifications génétiques en clans irréconciliables, à tel point qu'il est très difficile de trouver des réponses objectives.

Démarrés dans les années 1990 en Amérique du Nord, les OGM ont commencé à être cultivés au Sud à la fin de cette décennie. Les premiers résultats de ces cultures d'OGM sur plusieurs années sont donc très récents. Dans les pays en développement, mais aussi aux USA comme le montre un tout récent rapport des Amis de la Terre très documenté, ils tempèrent vivement les enthousiasmes des premiers temps.

## La saga du coton Bt

Prenons le cas du coton, une des premières plantes à avoir bénéficié de la technologie génétique. Partout où il est cultivé, le cotonnier

souffre d'attaques de ravageurs, surtout des chenilles, qui provoquent des pertes de rendement importantes et déprécient la qualité de la fibre. Les nombreux traitements insecticides n'arrivent pas toujours à en venir à bout, bien que le coton reçoive à lui seul un quart des insecticides épanchés dans le monde.

C'est pour limiter ces traitements coûteux et polluants que le coton Bt a été mis au point. Du nom de la bactérie *Bacillus thuringiensis*, qui produit des protéines toxiques pour certaines espèces d'insectes et dont les gènes ont été introduits dans les cellules de la plante.

En Chine, cinq millions de cotonculteurs ont adopté ce nouveau coton dont les semences sont vendues trois fois plus cher que celles habituellement cultivées, espérant réduire leurs coûts de traitement et augmenter substantiellement leur production. Ce fut le cas durant les premières années, mais selon une étude menée par des scientifiques chinois et américains, après sept ou huit ans de culture, les producteurs doivent effectuer 20 traitements par cycle (contre 5 ou 6 pour les variétés de coton conventionnelles), car les autres insectes insensibles au Bt et contrôlés par les insecticides classiques se sont multipliés.

Même problème en Inde, où la "graine américaine" vendue par Monsanto a accru la misère de villages entiers. Les médias ont fait état de nombreux suicides de producteurs de coton acculés à vendre leurs terres pour

# M Malaise ?



Photo : © K. Touré

rembourser les crédits d'achats de semences. En Afrique du Sud, les petits agriculteurs du KwaZulu Natal qui plantent des variétés OGM depuis 2002 sont eux aussi plus endettés que jamais, selon une étude socio-économique menée durant cinq ans par Biowatch South Africa. Ils doivent s'engager auprès de Monsanto à ne pas réutiliser les semences d'une année à l'autre, ni les céder à d'autres producteurs et à utiliser exclusivement les pesticides de la firme.

Pourtant, plusieurs pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Tchad et Togo) ont décidé, en juin 2006, de cultiver ce coton Bt. Le Burkina Faso devrait démarrer les premières cultures commerciales en 2007. Selon le directeur de l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA), les expérimentations ont montré une baisse de 80 % de l'utilisation d'insecticides et une hausse de la production de 30 à 40 %.

## La recherche sous dépendance

La plupart des OGM actuellement cultivés dans le monde ont été conçus pour résister à des produits vendus par les sociétés agrochimiques, en particulier des herbicides (voir encadré), et réduire ainsi le coût de la main-d'œuvre. Or la main-d'œuvre n'est pas le principal problème en Afrique où les herbicides restent d'ailleurs peu utilisés. En

revanche, les recherches de variétés transgéniques adaptées aux spécificités climatiques du continent et aux conditions socio-économiques et techniques des producteurs sont pratiquement inexistantes. Les instituts de recherche nationaux ne disposent pas des moyens nécessaires pour les mener.

L'extension des cultures d'OGM dans les pays ACP et particulièrement en Afrique est essentiellement le résultat d'un intense lobbying. Les multinationales agrochimiques multiplient les conférences pour convaincre les États d'ouvrir leurs champs à ces nouvelles variétés présentées comme le fer de lance d'une seconde révolution verte qui mettra fin à la famine et augmentera les revenus des petits producteurs.

Ces firmes sont aussi devenues d'importants bailleurs de fonds des instituts de recherche nationaux en quête de financements (voir *Spore* 119). Au Burkina Faso, l'INERA a un contrat de collaboration avec Monsanto et Syngenta, les deux principales sociétés sur le marché des OGM, et l'Institut d'économie rurale (IER) au Mali suit la même voie. L'Institut kényan de recherche en agriculture (KARI), avec l'appui de la Fondation Syngenta et de la Fondation Rockefeller, travaille, entre autres, sur le maïs transgénique résistant aux insectes au sein du programme IRMA piloté par le centre de recherche international CIMMYT.

## Des OGM pour tous les goûts

- Tolérants aux herbicides, ils simplifient le travail du sol. Chaque variété OGM ne résiste qu'à un seul herbicide, celui de la firme qui le produit.
- Résistants aux insectes ravageurs, ils permettent de réduire, voire supprimer, le recours aux pesticides chimiques.
- Riches en nutriments, ils améliorent la santé : par exemple, le "riz doré", riche en vitamine A, réduit les risques de cécité.
- Utilisés comme vaccins ou pour en fabriquer, ils sont entre l'agriculture et la médecine : un maïs mis au point en laboratoire au Mexique pourrait vacciner les poules qui en mangent contre la maladie de Newcastle.

En septembre 2006, les fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller lançaient une nouvelle "Alliance pour une Révolution verte en Afrique", projet doté de 150 millions \$ US (près de 114 millions €) dont l'un des objectifs est de promouvoir des semences plus productives. Les scientifiques africains qui travaillent au sein de ces programmes influencent à leur tour leur gouvernement pour faire évoluer leur législation et permettre la recherche sur les OGM dans leur pays.

Dans de nombreux pays ACP, des organisations de producteurs, de consommateurs et de protection de l'environnement se mobilisent contre l'arrivée, souvent discrète, des OGM dans les champs. Toutes mettent

en avant le manque d'information des producteurs et des consommateurs et l'insuffisance de réglementations efficaces pour protéger leur pays contre les risques des plantes GM – dissémination incontrôlée de ces variétés dans l'environnement et perte d'indépendance des producteurs. En Afrique du Sud, au Cameroun et au Mali, par exemple, ces associations organisent des réunions d'information sur les OGM et des manifestations pour exprimer leurs craintes.

Regroupées au sein de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), un mouvement social et citoyen d'Afrique de l'Ouest, ou du Réseau africain pour la biodiversité en Afrique de l'Est, elles ont signé une déclaration commune en septembre 2005 à Nairobi, Kenya. Elles y rejettent "toutes tentatives de déversement des OGM sur l'Afrique sous forme d'aide alimentaire, de programmes de recherche et d'implantations commerciales". Elles dénoncent "le brevetage du vivant qui est lié aux OGM" et exigent, entre autres, "la protection des droits des agriculteurs et des communautés locales africaines à utiliser, échanger et conserver leurs ressources génétiques".

## Breveter le vivant

Les firmes privées brevettent en effet toutes les semences transgéniques qu'elles fabriquent. Pour elles, c'est une activité commerciale comme une autre qui demande donc une garantie de retour sur l'investissement. Les associations, elles, réclament la révision de l'article 27:3 b), lequel concerne les inventions biologiques dans l'Accord sur les aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Entré en vigueur en 2003 et ratifié par la plupart des pays ACP, le protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, dit "protocole de biosécurité", a cependant fait admettre le principe de précaution à l'échelle internationale, ce qui permet à chaque pays d'autoriser ou non l'entrée des OGM sur son territoire. L'Union africaine a proposé dès 1998 une loi modèle pour permettre aux pays d'élaborer leur cadre de lois nationales de biosécurité, puis une seconde loi en 2002 pour réglementer l'importation et la mise sur le marché des OGM. De nombreux pays africains ont légiféré. Certains très ouverts aux plantes transgéniques comme le Ghana, d'autres plus restrictifs comme le Bénin ou le Mali. Cependant, l'unité régionale qui avait prévalu dans les premiers temps a volé en éclats et le continent n'a plus de position forte commune.

Au vu des premiers résultats des cultures commerciales de plantes transgéniques, l'Afrique du Sud, pionnière dans l'introduction des plantes transgéniques en Afrique, a adopté en 2005 un moratoire sur les nouvelles cultures d'OGM et a récemment refusé l'installation d'un projet de sorgho enrichi génétiquement modifié sur son territoire.

Voir *Repères* page 10

## Accéder aux marchés de l'UE

■ Une série de formations vient d'être lancée pour aider les pays en développement à satisfaire aux exigences de l'UE en matière de sécurité alimentaire, d'alimentation et de santé animales, et de règles phytosanitaires. Les cours, organisés dans ces pays et en Europe, font partie du programme de l'UE "Meilleure formation pour des aliments plus sûrs". Celui-ci vise à familiariser le personnel de l'industrie alimentaire avec les normes de l'UE et à faciliter l'accès des pays du Sud aux marchés européens.

[http://ec.europa.eu/food/training/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/food/training/index_en.htm)

## La fièvre de la vallée du Rift frappe à nouveau

■ Une épidémie de fièvre de la vallée du Rift s'est déclarée en décembre 2006 au Kenya. Elle a tué plus de 60 personnes et risque de provoquer des morts et des avortements en masse chez le bétail. Les chercheurs essaient d'endiguer la propagation de cette fièvre hémorragique qui touche les bergers et leurs bêtes. Un laboratoire de l'Institut kényan de recherche médicale de Nairobi a été transféré à l'hôpital de Garissa, au cœur du foyer épidémique, pour une détection rapide du virus. La dernière épidémie, en 1997-98, avait causé la mort de quelque 200 personnes et ravagé les troupeaux.

## Peaux de croco

■ L'élevage des crocodiles est en plein essor en Zambie. La production annuelle moyenne est de 44 t de viande et de 26 000 peaux, exportées principalement vers l'Afrique du Sud et l'Extrême-Orient respectivement. D'ici deux ans, l'Association des éleveurs de crocodiles prévoit d'exporter plus de 50 t de viande et 50 000 peaux par an. Le prélèvement méticuleux et réglementé d'œufs et d'adultes reproducteurs dans la nature permet de produire aujourd'hui des œufs directement dans les élevages. Une bonne nouvelle aussi pour la préservation de la biodiversité.

## Portail cajou

■ Ce nouveau site du Projet d'appui au monde rural dans les départements de l'Atacora et de la Donga (PAMRAD), Bénin, est consacré à la filière anacarde. Vous y trouverez des liens pratiques, des actualités et une centaine de documents (surtout en français) sur la production, la transformation, les normes de qualité et la commercialisation des sous-produits de la noix de cajou.

Site Web : <http://anacardium.info/>

# La mangue africaine sous la menace d'une mouche exotique



Photo : © Syifa International

**Bactrocera invadens (grossie ici cinq fois) pique les fruits et les rend impropres à la vente.**

■ Découverte au Kenya en 2003, la mouche des fruits *Bactrocera invadens*, auparavant inconnue en Afrique, menace gravement la production fruitière et en particulier la filière mangue. Cette espèce venue d'Asie a envahi très rapidement le continent, où elle n'a pas d'ennemi naturel et cause des dégâts très importants. Le Ghana et les Comores, notamment, ont signalé sa présence en 2005.

La femelle de *Bactrocera*, attirée par l'odeur, pond ses œufs dans les fruits mûrs. Les larves se nourrissent de la pulpe. Les mangues attaquées sont impropres à la commercialisation locale ou régionale et sont interdites à l'exportation vers l'UE. Tout fruit piqué doit être impérativement écarté sous peine de destruction du lot entier à son arrivée dans l'UE et de charges pour l'exportateur de 31 000 € minimum par conteneur.

Compte tenu des enjeux économiques, les principaux acteurs de la filière fruits et légumes ainsi

que les administrations agricoles de neuf pays d'Afrique de l'Ouest se sont réunis le 1<sup>er</sup> décembre 2006 à Conakry, Guinée. Lors de cette Journée organisée par la Conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA-AOC) et le CTA, les participants ont insisté sur la nécessité d'une stratégie régionale commune de tous les acteurs publics et privés pour diminuer la pression des populations de ce prédateur.

Plusieurs pistes de lutte peuvent être envisagées contre les mouches des fruits : traitements pesticides localisés ou généralisés selon la pression parasitaire, lâchers de mâles stériles et de guêpes parasitoïdes. Toutefois, ces deux dernières méthodes, assez complexes, ne sont pas pour demain. La lutte contre *Bactrocera invadens* sera difficile et longue, car on ignore encore tout de l'écologie et du comportement de ce ravageur. Mais les producteurs peuvent appliquer

quelques règles de prévention déjà valables contre d'autres mouches des fruits (*Ceratitis spp.*) : ramasser et détruire les fruits tombés et piqués, les enfermer dans des sacs plastiques noirs étanches placés en plein soleil afin de tuer les larves par la chaleur, et surveiller les autres plantes hôtes (avocatier, agrumes, cucurbitacées) situées à proximité.

Le Centre international pour la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) et l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), en collaboration avec le CIRAD, développent un programme de recherche sur cet insecte redoutable.

✉ Dr Braïma James  
IITA-Bénin  
08 BP 0932, Cotonou  
Bénin  
E-mail : [B.James@cgiar.org](mailto:B.James@cgiar.org)

✉ Prof. Bruno Schiffers  
Cellule formation du PIP, Faculté  
universitaire des sciences agronomiques  
Passage des Déportés 2,  
5030 Gembloux  
Belgique  
E-mail : [schiffers.b@fsagx.ac.be](mailto:schiffers.b@fsagx.ac.be)

## Nouvelle agriculture

■ La contribution de l'agriculture au développement national est très sous-estimée, en particulier en cette période de diversification et de mutation de l'agriculture traditionnelle. La "nouvelle agriculture", comme l'appelle l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), englobe l'industrie agroalimentaire, l'agrotourisme, l'agro-énergie et la biotechnologie. C'est l'un des messages clés de la 6<sup>e</sup> Semaine de l'agriculture aux Caraïbes, qui s'est déroulée en octobre 2006 à Nassau, aux Bahamas.

Selon le Dr Chelston Braithwait, directeur général de l'IICA, "fourniture d'intrants, transport,

stockage, agroalimentaire, contribution aux exportations, services et industrie alimentaire composent un secteur agricole élargi". Cette tendance requiert des changements importants – y compris un meilleur financement de la recherche et de la formation agricoles – et une transformation des politiques publiques. La responsabilité de l'agriculture et du développement rural doit incomber au Conseil des ministres et non plus au seul ministère de l'Agriculture.

Au cours de cette semaine très chargée, appuyée entre autres par le CTA, se sont tenus des ateliers sur la jeunesse, les biotechnologies, les pêcheries et les médias.

Le Réseau des reporters agricoles des Caraïbes (CARN) a été lancé, en vue de couvrir plus largement les questions rurales dans la région.

Un atelier sur "l'agriculture durable et la protection des ressources maritimes pour le futur" s'est penché sur le potentiel des biocarburants, en cette période où les producteurs de sucre caribéens sont confrontés à un défi majeur du fait des restrictions de l'accès préférentiel dans le cadre du protocole sur le sucre de l'UE.

Un salon commercial a attiré un large public : une trentaine de stands ont présenté produits et services agricoles de la région.

## Le scarabée du taro dans le collimateur



Photos : C. Kumar © taropost.net

■ Une nouvelle arme vient compléter l'arsenal de combat contre le scarabée du taro (*Papuana uninodis*), un ravageur important dans plusieurs pays du Pacifique. L'insecte menace l'industrie d'exportation du taro (*Colocasia esculenta*), qui rapporte

plusieurs millions de dollars à la région. Il vit dans le sol et creuse un labyrinthe de tunnels dans le tubercule de la plante. Celui-ci pourrit peu après le contact avec l'insecte et 4 à 25 % de la récolte sont ainsi détruits. Le taro contaminé par l'insecte ne peut être exporté, ni vendu aux supermarchés. S'il est fort endommagé, il ne peut pas non plus être cuisiné pour la consommation domestique.

Les agriculteurs disposent à présent d'un traitement insecticide efficace et sans danger, selon les chercheurs. Des années de recherche, et en particulier le travail pionnier du Projet de lutte

contre le scarabée du taro, ont abouti à la recommandation de deux remèdes chimiques : l'imidaclopride et la bifenthrine. Une analyse des résidus chimiques effectuée par l'Université du Pacifique Sud affiche des taux de rémanence acceptables dans les tubercules, ce qui les rend propres à la consommation.

On espère que le traitement sauvera ce secteur vital qui a rapporté l'an dernier 19 millions \$ US (15 millions €) à l'exportation.

Land Resources Division  
Secretariat of the Pacific Community  
Private Mail Bag  
Suva  
Fidji  
Fax : +679 337 0021  
E-mail : SadaNL@spc.int

## Carburer au maïs

■ La construction de la première usine de bioéthanol (*Spore 123*) à base de céréales en Afrique a commencé à Bothaville, au sud-ouest de Johannesburg, en Afrique du Sud. Fin 2007, cette usine implantée dans la zone de production de maïs dans le pays devrait produire jusqu'à 500 000 l d'alcool éthylique par jour, à partir de la fermentation de 1 200 t de maïs jaune génétiquement modifié pour être résistant à la sécheresse. La production, destinée à la consommation locale et à l'exportation vers les pays occidentaux, sera assurée pour un tiers par les petits producteurs. Un groupe d'hommes d'affaires sud-africains et un groupement de 400 cultivateurs sont à l'origine de ce projet ambitieux.

D'ici à 2010, *Ethanol Africa* prévoit de construire sept autres usines dans le pays pour un coût global de près de 1 milliard €. La société envisage aussi d'investir dans les pays voisins (Angola, Mozambique, Tanzanie, Zambie) pour produire du biocarburant à partir du maïs, de la canne à sucre ou du sorgho.

Les huit usines sud-africaines devraient produire 1,24 milliard de litres de bioéthanol, de quoi satisfaire 80 % des besoins du pays. *Ethanol Africa* a anticipé la décision du gouvernement sud-africain qui envisage de rendre obligatoire l'utilisation de 10 % de bioéthanol dans les carburants en 2008.

*L'induction florale de l'ananas est désormais à la portée des petits producteurs bio.*



Photo : © Sylla International

■ Du nouveau pour les petits producteurs d'ananas bio qui veulent exporter vers l'UE. Avec l'appui du Programme initiative pesticides (PIP), des chercheurs du CIRAD et de la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux, Belgique, ont mis au point une technique d'induction florale plus à leur portée. Elle consiste à déposer ou à pulvériser au cœur des plants d'ananas du charbon actif

préalablement imprégné d'éthylène, sous forme de granulés ou de bouillie selon que le temps est humide ou sec.

Des essais dans des plantations au Cameroun et au Togo démontrent qu'un seul passage suffit à provoquer la floraison d'environ 90 % des plants traités à des époques où elle n'a pas lieu naturellement. L'enrichissement du charbon actif ne nécessite qu'un matériel facilement disponible et peut être effectué par de petits ateliers ou des coopératives locales.

La réglementation européenne autorise depuis août 2005 l'utilisation de l'éthylène en production biologique pour provoquer la floraison de l'ananas et ainsi homogénéiser la production et rationaliser la récolte. L'induction florale classique par le gaz éthylène nécessite un équipement lourd et coûteux, ce qui jusqu'à présent excluait les petits producteurs du marché européen de l'ananas biologique.

M. Gilles Delhove  
PIP/COLEACP  
Rue du Trône, 98  
1050 Bruxelles  
Belgique  
Fax : +32 2 514 06 32  
E-mail : gilles.delhove@coleacp.org  
Site Web : www.coleacp.org/

## L'avenir sourit aux viticulteurs

■ En Tanzanie, la Tanganyika Vineyards Cie soutient le programme de formation du ministère de l'Agriculture pour la région de Dodoma, destiné à aider les petits viticulteurs à améliorer le rendement et la qualité de leurs vignes. Elle distribue des pieds de vigne de qualité de diverses origines. La production de raisin a décliné ces dernières années dans la région, victime de sa piètre qualité et d'un marketing insuffisant.

Agriculture Department  
Dodoma Regional Commissioners  
Office  
PO Box 914  
Dodoma  
Tanzanie  
Fax : +255 026 2320046

## Quête d'innovation

■ Pour qui veut en savoir plus sur la recherche et l'innovation de l'UE, CORDIS présente en français et en anglais près de 70 000 projets, les programmes et réseaux, les manifestations et réalisations importantes. Dernière nouveauté : un portail sur le programme de recherche sur les TIC. Une lettre d'actualité mensuelle (français/anglais) peut être téléchargée ou vous être envoyée gratuitement en version imprimée.

Site Web :  
<http://cordis.europa.eu/fr/>

## Dromadaires et chameaux

■ Ce portail du CIRAD consacré à la biologie et l'élevage des camélidés s'adresse en priorité aux acteurs de ces filières. Plusieurs rubriques (jeux, actualités, vie scientifique, publications, liens) le rendent cependant instructif et attrayant pour un très large public.

Site Web :  
<http://camelides.cirad.fr/>

## Prison ferme

■ La ferme prison de Musita Mayunge, dans l'est de l'Ouganda, contribue à la réhabilitation des détenus en les formant en techniques agricoles et artisanales qui les aideront à gagner leur vie une fois libérés. Les fruits et légumes cultivés améliorent leur régime alimentaire et le produit de la vente des surplus est réinvesti dans le programme. La ferme prison, qui s'étend sur 395 ha, s'est forgée la réputation de produire certains des plus beaux meubles et des meilleurs produits agricoles du pays. Parmi ces derniers, la *matooke* (banane plantain), le maïs, la patate douce et le poisson de ses trois étangs.

## Lancement d'Edulink

■ Edulink, premier programme de coopération ACP-UE pour l'enseignement supérieur, vise à développer des pôles de recherche et d'innovation dans les pays ACP, tout en améliorant la coopération entre établissements existants et en renforçant leurs capacités administratives. Le site en français, anglais et portugais centralise les projets qui demandent une subvention dans le cadre du programme. Vous y trouverez aussi une lettre d'information, des liens avec les organisations partenaires et un calendrier d'événements.

Site Web : [www.acp-edulink.eu/FR/index.FR.html](http://www.acp-edulink.eu/FR/index.FR.html)

## Banque de gènes mondiale

■ Les collections des principales cultures alimentaires et fourragères du monde sont désormais accessibles aux sélectionneurs, agriculteurs et chercheurs. Environ 600 000 échantillons de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont aujourd'hui abrités par les centres internationaux de recherche agricole, sous la houlette de la FAO. La banque de gènes instituée par le Traité international de 2004 sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture garantit le libre accès aux phytoressources mondiales et le partage équitable de leurs avantages, à l'heure où s'amplifie le débat sur la perte dramatique de la biodiversité agricole. Aujourd'hui, quatre cultures – riz, blé, maïs et pomme de terre – fournissent à elles seules plus de 60 % de l'énergie alimentaire totale issue des plantes.

## Papier de bagasse

■ Des chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) en France ont mis au point un procédé biologique qui transforme la bagasse (résidu de la canne à sucre) en pâte à papier. Son principe repose sur le métabolisme particulier d'un champignon filamenteux. Moins polluant que les traitements classiques de délignification et de blanchiment de la pâte à papier, il pourrait être utilisé pour d'autres fibres.

Richard Auria  
IRD, UMR 180  
IFR 86 de biotechnologie agro-industrielle  
CP 925  
13288 Marseille cedex 09  
France  
E-mail : [rauria@esil.univ-mrs.fr](mailto:rauria@esil.univ-mrs.fr)  
Site Web : [www.ird.fr/fr/actualites/fiches/2006/fas252.pdf](http://www.ird.fr/fr/actualites/fiches/2006/fas252.pdf)

## Canne à sucre douce amère



Photo : Bizzarri © FAO

■ Les agriculteurs de la région de Busoga, en Ouganda, tirent bénéfice d'un programme de plantations sucrières villageoises. Beaucoup se sont mis à cultiver la canne à sucre, alléchés par les revenus et la garantie de débouchés régionaux. Ils sont aujourd'hui 4 000 sur plus de 10 000 ha, regroupés sous la bannière de l'Association des cultivateurs de canne à sucre de Busoga. Ils fournissent à eux seuls 50 % de la canne utilisée par la Kakira Sugar Works qui pilote le programme.

Cette compagnie fournit des conseils techniques et une aide pour labourer les terres, ainsi que les crédits pour l'achat des semences et des engrais. Les remboursements sont planifiés en fonction des dates de récolte et de vente. "Les agriculteurs obtiennent les services dont ils ont besoin et paient plus tard, après la récolte", explique le directeur, Éric Katarikawe.

Ce programme est une aubaine pour les petits paysans qui cultivaient traditionnellement le café, la banane et le manioc, toutes cultures affectées par l'une ou l'autre maladie ou par la chute des cours. La canne à sucre est devenue la première source de revenus dans la majeure partie de la région.

Toutefois, certains pays ACP exportateurs de sucre signataires du protocole Sucre UE-ACP vont probablement connaître de graves difficultés en raison de la baisse des prix résultant de la réforme de la politique sucrière de l'UE. Celle-ci pourrait avoir un impact négatif indirect pour les pays africains non exportateurs de sucre comme l'Ouganda.

## Peintures "vertes"

■ Le gouvernement éthiopien et une société britannique, *Vernique Biotech*, ont conclu un accord pour l'exploitation commerciale d'une plante oléagineuse jusque-là considérée comme une mauvaise herbe par les paysans éthiopiens. Les graines noires et brillantes de *Vernonia galamensis* renferment en effet de l'acide vernolique, alternative non polluante à l'époxy qui entre dans la fabrication de peintures et de matières plastiques. L'époxy est fabriqué à partir du pétrole dont le renchérissement représente une opportunité pour les substituts naturels aux produits issus de la pétrochimie.



Photo : M. Reiche © JIRCAS

Vernonia a l'avantage de pousser dans les vallées sèches du pays sur des sols trop pauvres pour les cultures vivrières. Utilisée en médecine traditionnelle pour ses nombreuses vertus, cette plante résistante à la sécheresse fait partie du patrimoine naturel des Éthiopiens. L'accord passé avec la

société britannique est l'un des tout premiers au monde à intégrer les principes d'équité de la Convention des Nations unies sur la biodiversité en reconnaissant les droits des Éthiopiens sur cette plante. En 2004, une société néerlandaise avait passé un accord similaire avec l'Éthiopie sur l'exploitation du teff (*Eragrostis tef*), une céréale locale. *Vernique Biotech* versera des royalties à l'État et lui redistribuera, pendant les dix prochaines années, une partie des bénéfices réalisés.

La culture de vernonia a démarré en 2004. Un hectare donne une à deux tonnes d'acide vernolique. Les plantations, entretenues par des centaines de paysans, devraient progressivement s'étendre sur plusieurs centaines d'hectares.

La société envisage également à plus long terme de commercialiser cette huile à des fins pharmaceutiques.

Des experts prédisent que le sucre destiné pour l'heure au marché UE à haut niveau de prix sera redirigé vers des marchés régionaux plus attractifs lorsque les prix chuteront dans les pays européens. Si cela se produit à grande échelle, les prix nationaux du sucre pourraient s'effondrer.

## Champignons faciles

■ En Ouganda, les cultivateurs de champignons (*Spore 124*) utilisent une technique facile de production. Il suffit de remplir de grands sacs en plastique noir de vieux coton mouillé et d'ensemencer. Les sacs sont d'abord fermés pour incubation pendant trois semaines, le temps que le mycélium colonise le substrat et



Photo : T. Crawford © CRDI

Des champignons poussent dans un sac plastique rempli de coton mouillé.

commence à croître. Puis ils sont entaillés et suspendus en hauteur dans un endroit gardé humide jusqu'à la cueillette. Les champignons sont prêts à être récoltés au bout de deux semaines.

Les femmes, en particulier, apprécient cette culture qui peut se faire à la maison et qui, à raison de nombreuses récoltes par an, leur procure un revenu appréciable.

Pour en savoir plus, consultez en ligne l'*Agrodok* sur la culture des champignons ainsi que le fichier multimédia du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Canada, où vous trouverez une vingtaine d'astuces de culture et de recyclage.

Sites Web :  
CRDI : [www.idrc.ca/fr/rev-95083-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/fr/rev-95083-201-1-DO_TOPIC.html)  
Agrodok : [www.anancy.net/uploads/file\\_fr/40-f-2005-mushrom\\_screen.pdf](http://www.anancy.net/uploads/file_fr/40-f-2005-mushrom_screen.pdf)

## L'arbre pharmacie

■ Depuis des siècles, le neem (*Azadirachta indica*) est appelé "pharmacie du village" dans son Inde natale, en raison de ses puissantes propriétés antivirales et antibactériennes. Aujourd'hui, sur la petite île d'Abaco aux Bahamas, une pépinière de neems bio de 50 ha permet aux habitants de bénéficier de ses multiples vertus et de le planter dans leurs jardins.

Persuadé que le neem pouvait améliorer les soins de santé dans son pays, Nick Miaoulis, agriculteur reconverti en homme d'affaires, a démarré une plantation en 1994, à partir d'un lot de 8 000 graines importées d'Inde. Pour lui, "planter des neems dans son jardin, c'est avoir une pharmacie à portée de main".

Déjà décrit dans de très anciens textes sanskrits, le neem est efficace pour traiter les affections chroniques de la peau (eczéma, psoriasis, gale, herpès ou dermatite). Les composants des graines, de l'écorce et des



Aux Bahamas, le neem aux mille vertus est planté dans les jardins.

feuilles ont des propriétés antiseptiques, antivirales, anti-inflammatoires, antifongiques et renforcent l'immunité. Utilisé comme pesticide naturel (voir *Spore* 116), le neem peut neutraliser plus de 200 espèces d'insectes. Son bois résiste aux termites et aux vers.

Bien qu'endommagée par trois ouragans dans les dix dernières années, la pépinière d'Abaco compte 5 300 neems. L'entreprise de Nick, Abaco Neem, récolte chaque année environ deux tonnes de feuilles et une tonne et demie de fruits, qu'elle transforme en divers produits allant des pommades aux huiles, thés et shampoings. L'autre passion de Nick est l'éducation à la santé et à la nutrition et la formation des jeunes en agriculture. Il organise des visites de sa pépinière et des séminaires et apprend à la population locale à planter et cultiver ses propres arbres. "Nous faisons venir des enseignants et des écoliers à la pépinière. Espérons qu'un agriculteur sortira de chaque classe et contribuera ainsi à la sécurité alimentaire."

Abaco Neem  
PO Box AB 20317  
Marsh Harbour  
Bahamas  
Fax : +242 367-4118  
E-mail : [info@abaconeem.com](mailto:info@abaconeem.com)

## Affaires conclues grâce aux TIC



■ Les TIC connectent les petits éleveurs et cultivateurs africains aux marchés et les aident à mieux vendre leurs produits. Pour vendre son bétail, Ole Odungo, pasteur massaï dans le sud du Kenya, a le choix entre trois marchés où les prix peuvent différer : Emali à 50 km, Nairobi à 150 km ou Mombasa à 350 km. Aujourd'hui, Ole ne dépend plus d'amis ou d'intermédiaires pour décider où vendre son bétail. Il utilise plutôt son téléphone cellulaire pour appeler ou envoyer des SMS et s'informer des prix locaux. Grâce au calcul automatique (effectué via la technologie spatiale de l'information) des coûts et du temps de transport des animaux par camion jusqu'au marché, il peut décider du meilleur endroit pour les vendre. Les deux services sont fournis par

le Réseau et système d'information sur le bétail LINKS, qui aide les éleveurs éthiopiens, kényans et tanzaniens à prendre des décisions commerciales mieux éclairées. Un système d'alerte précoce permet à Ole d'être prévenu des périodes de sécheresse et de recevoir les bulletins sur la situation des stocks fourragers dans 30, 60 ou 90 jours.

Au Malawi, un système basé sur Internet et la téléphonie mobile, qui fournit les dernières informations sur la disponibilité et les cours des produits, connecte petits agriculteurs et acheteurs. Des tableaux d'affichage sont installés dans des centres d'échanges disséminés dans le pays. Les acheteurs y indiquent quelles marchandises ils recherchent et les agriculteurs voient si les prix proposés leur

conviennent. Si les chiffres s'accordent, les deux parties concluent l'affaire, par Internet ou en direct, avec l'aide du personnel du projet qui aide les paysans, souvent semi-alphabètes, dans la négociation.

Les producteurs et les acheteurs éloignés les uns des autres peuvent obtenir les derniers cours du marché par téléphone mobile. Un agriculteur qui veut ainsi connaître le prix des tomates sur le marché de Blantyre tape les mots clés "tomates Blantyre" et un code. Le système fonctionne en anglais et en chichewa, la langue la plus parlée au Malawi. Depuis le démarrage du projet, le nombre de marchés conclus a nettement augmenté : il est passé de 5 à presque 50 par jour.

LINKS  
Global Livestock-CRSP  
PO Box 30709-00100  
Nairobi  
Kenya  
Fax : +254 20 4223001  
E-mail : [gatarwa.kariuki@cgjar.org](mailto:gatarwa.kariuki@cgjar.org)  
Site Web : [www.lmiske.net](http://www.lmiske.net)

Malawi Agricultural Commodity Exchange  
Agason Trading Centre Building  
PO Box 32718  
Chichiri, Blantyre 3  
Malawi  
Tél./Fax : +265 1 845 738  
E-mail : [ideaamclimbe@malawi.net](mailto:ideaamclimbe@malawi.net)

## Pesticides et harmonisation

■ Deux nouvelles instances régionales d'homologation des pesticides ont été créées ces derniers mois en Afrique. Le Comité des pesticides pour la zone humide d'Afrique de l'Ouest (CPAOH) regroupe le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée Conakry et le Togo. Le Comité des pesticides d'Afrique centrale (CPAC) concerne le Cameroun, le Congo Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine et le Tchad. Neuf pays du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) possèdent déjà une procédure d'homologation harmonisée.

CPAOH  
En attendant la désignation d'un siège permanent, adressez-vous aux directeurs des Services de protection des végétaux des pays membres.

Secrétaire permanent du CPAC  
Benoit B. Bouato  
Conseil phytosanitaire interafricain  
Direction de l'information et de la documentation  
BP 4170, Yaoundé  
Cameroun  
Fax : +237 221 19 67  
E-mail : [bbouato@yahoo.fr](mailto:bbouato@yahoo.fr)

## La revanche du bananier

■ Au Rwanda, depuis qu'il est interdit d'utiliser des sacs en plastique, jugés trop polluants par le ministère de l'Environnement, les paniers traditionnels et les sacs artisanaux écologiques ont le vent en poupe. Pour satisfaire la demande croissante de ces sacs fabriqués à partir d'écorces ou de feuilles de bananier, des associations de tresseuses naissent un peu partout dans les villages.

## Ne ratez pas le bus !

■ Le ministère de l'Agriculture de Trinité-et-Tobago propose des formations gratuites aux groupements paysans et communautaires. Les séances de formation ont lieu dans un bus climatisé de 20 places, transformé en salle de cours moderne avec équipement multimédia pour les exposés et les démonstrations pratiques. Les premières sessions ont été un succès. Des groupes de femmes ont ainsi pu améliorer leurs techniques de culture et de vente de plantes d'ornement. D'autres sessions concernent l'élevage des lapins, la production de jeunes plants ainsi que les herbes et épices.

Ministry of Agriculture, Land and Marine Resources  
Extension Training and Information Division  
St Clair Circle  
St Clair  
Trinité-et-Tobago  
Fax : +868 622 8202  
E-mail : [directminfpmr@tstt.net.tt](mailto:directminfpmr@tstt.net.tt)  
Site Web : [www.agriculture.gov.tt](http://www.agriculture.gov.tt)

# OGM : des pour et des contre

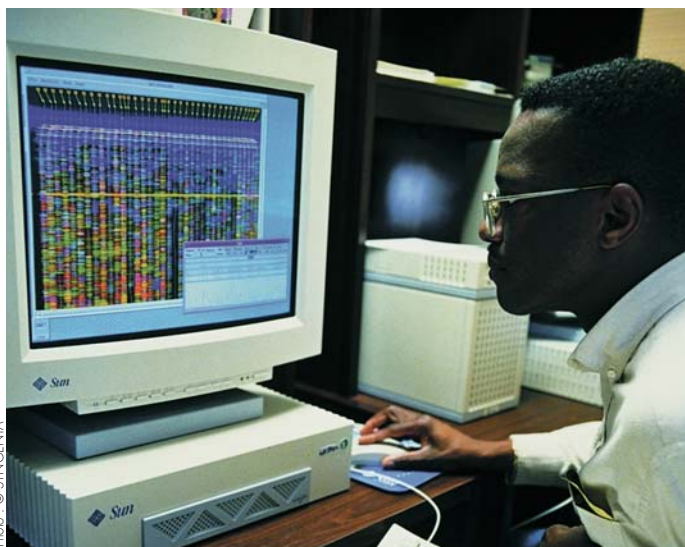


Photo : © SYNGENTA

Dans l'abondante littérature touchant aux OGM, il est bien difficile de trouver des données relativement objectives sur ce sujet qui divise tout autant les politiques et les scientifiques que les consommateurs. Nous vous présentons ici des sources d'information qui s'appuient sur des recherches scientifiques ou des enquêtes sérieuses.

Un livre récent, *Plantes transgéniques : faits et enjeux*, fait la synthèse des connaissances actuelles et peut aider chacun à se forger une opinion sur ce sujet controversé. Pour un tour plus rapide de la question, vous pouvez consulter les articles, majoritairement en anglais, regroupés sur le site SciDev.Net dans le

dossier *Agri-biotech*. Tout récent, le rapport bien documenté des Amis de la Terre vous informera sur les résultats de 10 ans de cultures d'OGM dans le monde ; le résumé est disponible en français.

De nombreux sites, la majorité en anglais, mettent en avant les avantages attendus des OGM. C'est le cas du site de l'International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications (ISAAA) et de celui de la Fondation africaine de technologie agricole (FATA), qui souhaite faciliter l'accès des petits agriculteurs africains aux biotechnologies. Le site en anglais d'AfricaBiotech, un projet de l'Université américaine Tuskegee et de l'African Biotechnology Stakeholders Forum

(ABSF), notamment, propose de la documentation et de nombreux liens aux sources d'information et aux organisations concernées par les biotechnologies en Afrique.

La plus récente initiative est celle de Global Development, la Fondation Bill et Melinda Gates, qui prône un *Nouvel espoir pour les agriculteurs africains*. Ces sites présentent les recherches et les projets en cours ainsi que les critères pour obtenir des financements.

Diverses organisations s'attachent de leur côté à surveiller attentivement les effets écologiques et économiques des cultures GM. Elles mettent particulièrement en cause les méthodes employées par les compagnies semencières pour pénétrer les marchés et soulignent les risques potentiels des plantes transgéniques pour les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement.

Le réseau GRAIN, qui promeut la gestion locale et durable de la diversité génétique, regroupe toutes les informations sur ce thème dans les cinq continents. Inf'OGM, pour sa part, exerce une veille très active sur les risques liés à la diffusion des OGM. Outre leurs sites bien documentés, ces deux organismes publient des dossiers et des bulletins d'information imprimés.

Le site du Centre africain pour la biosécurité, basé en Afrique du

Sud, offre un panorama de la situation sur le continent africain, en particulier des législations pays par pays. Pour en savoir plus sur la biosécurité et sur le protocole de Carthagène, le mieux est bien sûr de consulter le site de la Convention sur la biodiversité, très complet et régulièrement mis à jour.

Enfin, sur le portail du CTA, *Connaissances pour le développement*, le dossier sur les biotechnologies donne un accès direct à nombre des sites mentionnés ci-dessus ainsi qu'à quelques articles sur le sujet. Vous pouvez aussi relire utilement l'article de *Spore* 88 qui expliquait ce qu'est un OGM, ainsi que celui de *Spore* 105 sur les biotechnologies.

## Pour en savoir plus

### AfricaBiotech

[www.africabiotech.com](http://www.africabiotech.com)

### Amis de la Terre

• Qui tire profit des cultures GM ? Analyse des performances des cultures GM dans le monde (1996-2006) [www.amisdelaterre.org/-Agriculture-et-OGM-.html](http://www.amisdelaterre.org/-Agriculture-et-OGM-.html)

### Centre africain pour la biosécurité

[www.biosafetyafrica.net](http://www.biosafetyafrica.net)

### Convention sur la biosécurité

[www.biodiv.org/biosafety/default.aspx](http://www.biodiv.org/biosafety/default.aspx)

### CTA

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/595>

### FATA

[www.aatf-africa.org/](http://www.aatf-africa.org/) (en anglais, quelques articles en français)

### Global Development

Nouvel espoir pour les agriculteurs africains [www.gatesfoundation.org/GlobalDevelopment/Agriculture/RelatedInfo/AfricanFarmers.htm](http://www.gatesfoundation.org/GlobalDevelopment/Agriculture/RelatedInfo/AfricanFarmers.htm) (en anglais)

### GRAIN

Girona 25 ppal  
08010 Barcelone  
Espagne  
Fax : +34 93 301.13.81  
[www.grain.org/front/](http://www.grain.org/front/)  
(avec des mises à jour en français)

### Inf'OGM

2B, rue Jules Ferry  
93100 Montreuil  
France  
[www.infogm.org](http://www.infogm.org)

### ISAAA

[www.isaaa.org/](http://www.isaaa.org/) (en anglais)

• Plantes transgéniques : faits et enjeux  
Par A. Gallais et A. Ricoh  
Éditions Quae  
2006, 304 p.  
INRA  
RD 10  
78026 Versailles Cedex  
France  
Fax : +33 1 30 83 34 49

### SciDev.Net

[www.scidev.net/](http://www.scidev.net/)

## Les foreurs des céréales percés à jour

Vous souhaitez apprendre à reconnaître les foreurs des tiges des céréales, évaluer leurs dégâts, mieux les combattre ? Consultez l'ouvrage *Les foreurs des tiges de céréales en Afrique*. Même s'il date de plusieurs années, ce livre très complet reste incontournable. Vous trouverez les derniers résultats des recherches sur les lépidoptères foreurs dans l'ouvrage *The cereal stem borers of Sub-Saharan Africa and their antagonists*, qui fait suite à un colloque tenu en octobre 2005 à Nairobi, Kenya. La plupart des articles sont en anglais avec un résumé en français.

Si vous recherchez des solutions adaptées aux petits agriculteurs, le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE) est la meilleure adresse en raison de son approche intégrée de la gestion des ravageurs. Un site est spécialement consacré aux foreurs. Enfin, pour en savoir plus sur le système Push-Pull, rendez-vous sur le site qui lui est consacré pour le contrôle des foreurs et du striga.

## Pour en savoir plus

### ICIPE

PO Box 30772  
00506 Nairobi  
Kenya

E-mail : [icipe@icipe.org](mailto:icipe@icipe.org)

Site Web :

<http://stemborer.icipe.org>



Les foreurs des tiges de céréales en Afrique. Importance économique, systématique, ennemis naturels et méthodes de lutte  
Par A. Polaszek et G. Delvare  
CTA/CIRAD, 2000  
ISBN 2 87614 425 5  
CTA n° 1015  
80 unités de crédit


### Push-Pull.net

[www.push-pull.net/](http://www.push-pull.net/)

• The cereal stem borers of Sub-Saharan Africa and their antagonists  
Par P.-A. Calatayud, B. Le Rü, F. Schulthess et J.-F. Silvain  
IRD, ICIPE, 2006  
ISBN 2 912703 08 5  
70 €

# Publications

## Un module performant

 Ce module de formation sur les ressources phylogénétiques, totalement révisé et actualisé, aidera les responsables des ressources génétiques des pays du Sud à jouer un rôle plus actif dans l'élaboration des lois et politiques nationales sur la conservation, l'usage et la gestion de ces ressources. Ce cédérom devrait également permettre aux responsables politiques de mieux comprendre l'environnement politique et juridique international, complexe et en évolution constante.

Il fournit un plan évolutif très détaillé, ainsi que toutes les instructions, les matériels et informations nécessaires à l'organisation d'un séminaire pédagogique de cinq jours, y compris de la documentation, des exercices

pratiques de groupe et des présentations *PowerPoint*.

Nouveauté : un module annexe d'une journée, consacré aux instruments, développements et tendances des politiques régionales, s'ajoute aux cours de base et fournit analyses de tendances,


documentation, études de cas, exercices de groupe ainsi qu'une sélection de lois et politiques concernant quatre régions du monde.

La bibliographie est complétée d'une liste de liens Internet sur les lois et politiques relatives à ce domaine.

Lois et politiques liées à la gestion des ressources phylogénétiques.  
Module de formation accompagné de l'examen des instruments, développements et tendances des politiques régionales  
Par S. Bragdon, C. Fowler, Z. França et E. Goldberg  
CTA/GTZ/IFPRI/IGRI/SGRP  
2006  
Cédérom  
ISBN 978 92 9043 708 6  
CTA n° 1330  
20 unités de crédit



## Plantes d'altitude

 *Spore 120* vous invitait à découvrir le premier de deux tomes consacrés aux plantes cultivées en régions tropicales d'altitude, qui abordait en particulier les légumineuses alimentaires tels le petit pois et le soja, les plantes à tubercules et à racines comestibles, y compris la pomme de terre et le taro, et les céréales comme le blé et le sorgho. Ce tome-ci concerne les



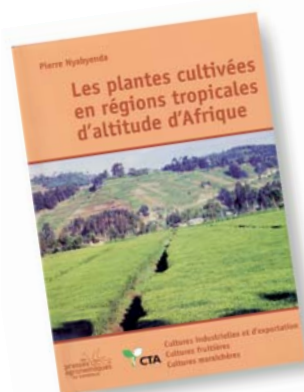
Paysage agricole au Burundi

et alimentaire dans les zones d'altitude.

Ce nouveau tableau succinct présente les aspects botaniques de chaque plante, l'importance de sa culture et de ses conditions de production, les programmes de recherche, les variétés pays par pays, les techniques culturales et les moyens de combattre maladies et ravageurs. Des graphiques et des photos illustrent les nombreux conseils. Ils permettront aux chercheurs et aux producteurs de mieux connaître ou pratiquer cette agriculture exigeante

qui reste à valoriser dans des pays d'altitude récemment touchés par des conflits, comme le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et l'Éthiopie.

Les plantes cultivées en régions tropicales d'altitude d'Afrique.  
Cultures industrielles et d'exportation, cultures fruitières, cultures maraîchères.  
Par P. Nyabenda  
Presses agronomiques de Gembloux/CTA  
2006, 238 p.  
ISBN 978 2 87016 078 7  
CTA n° 1325  
20 unités de crédit



cultures industrielles et d'exportation (caféier arabica, théier, cotonnier, canne à sucre), les cultures fruitières (bananier, ananas, agrumes, avocatier) et maraîchères (tomate, oignon, chou, poireau).

Toutes ces cultures ont une grande importance économique

## EASYPol

■ Un bel outil pour qui s'intéresse ou participe à l'élaboration des politiques alimentaires, agricoles et de développement rural : des ressources téléchargeables en français et en anglais, structurées en modules par thèmes, catégories et parcours de formation.

EASYPol  
E-mail : [easypol@fao.org](mailto:easypol@fao.org)  
Site Web : [www.fao.org/tc/easypol/output/index\\_main.asp](http://www.fao.org/tc/easypol/output/index_main.asp)

## Le Nerica en BD

■ Le Nerica (NEW Rice for Africa) expliqué aux enfants. Dans cette bande dessinée amusante et colorée, le Docteur Riz donne à Karine des informations claires sur différentes variétés hybrides de riz (africain et asiatique), adaptées au climat et résistantes aux maladies, spécialement conçues pour les petits riziculteurs africains.

Le secret du Nerica  
Site Web : [www.warda.org/publications/secret-du-nerica/](http://www.warda.org/publications/secret-du-nerica/)

## Dessins à la pelle !

■ La nouvelle édition de cet ouvrage astucieux très apprécié présente plus de 400 dessins sur divers thèmes du développement. Vous pouvez les copier ou les adapter pour illustrer supports pédagogiques, livres et affiches dans des contextes divers. Ce livre, en anglais, donne une foule de conseils pratiques sur les techniques pour copier, agrandir et modifier les dessins sans équipement spécial, et explique comment vous assurer que le message sera bien compris du public cible. La nouvelle édition inclut deux cédéroms.

Where There Is No Artist :  
Development Drawings and How to Use Them (2<sup>e</sup> édition)  
+ 2 cédéroms  
Par P. Rohr-Rouendaal  
Practical Action Publishing, 2006, 208 p.  
ISBN 1 85339 613 3  
50 \$ US • 39 €  
Practical Action Publishing  
Bourton Hall,  
Bourton-on-Dunsmore  
Rugby  
Warwickshire CV23 9QZ  
Royaume-Uni  
Fax : +44 1926 634502  
E-mail : [ublishingorders@practicalaction.org.uk](mailto:ublishingorders@practicalaction.org.uk)  
Website : [www.developmentbookshop.com](http://www.developmentbookshop.com)

## Fabuleux outils

■ *Fab@Home* est un site Web fascinant consacré à l'utilisation des *fabbers*, ces machines capables de créer toutes sortes d'objets en trois dimensions, directement sur votre ordinateur. Il fournit, en anglais, un kit en *open source*, qui vous permet de concevoir votre propre *fabber*, de télécharger et d'imprimer des créations diverses, de tester de nouveaux matériaux ou de télécharger et partager vos propres projets.

Site Web : [www.fabathome.org](http://www.fabathome.org)

## Durable et autonome

■ Au sommaire des prochains numéros d'*Agridape : Savoirs locaux et recherche agricole et De l'agriculture traditionnelle à l'agriculture écologique*. Les anciens numéros de cette revue trimestrielle de l'agriculture durable à faibles apports externes sont accessibles gratuitement en ligne. Vous y trouverez des articles sur des expériences en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. La version imprimée est gratuite pour les lecteurs du Sud.

Agridape  
IIED Afrique  
BP 5579, Dakar-Fann  
Sénégal  
Fax : +221 867 10 59  
E-mail : [agridape@sentoo.sn](mailto:agridape@sentoo.sn)  
Site Web :  
<http://agridape.leisa.info/index.php?url=regionalindex.tpl>

## Libre-échange et biocarburants

■ La revue *Oléagineux Corps gras Lipides* consacre deux numéros à des sujets aux enjeux importants. Le premier s'intéresse au développement durable et au libre-échange. Il revient sur le cycle de Doha et ses implications pour les politiques agricoles des pays en développement. Le second propose un tour d'horizon complet sur les biocarburants, leur mondialisation et leurs limites.

Oléagineux Corps gras Lipides, volume 13  
Certains articles en français et en anglais sont disponibles gratuitement en ligne après inscription  
Site Web : [www.jle.com/fr/revues/agro\\_biotech/ocls/ sommaire.md](http://www.jle.com/fr/revues/agro_biotech/ocls/ sommaire.md)  
ABOCOM/John Libbey  
Service abonnements  
26, bd Paul Vaillant-Couturier  
94851 Ivry-sur-Seine Cedex  
France  
Fax : +33 1 49 60 10 55  
E-mail : [abonnements@jle.com](mailto:abonnements@jle.com)

## Commerce transfrontalier

■ Ce rapport porte sur le commerce transfrontalier (élevage, céréales) entre le Niger et le Nigeria et son impact sur la sécurité alimentaire. Les résultats seront capitalisés afin de mettre en place une sorte d'observatoire des flux transfrontaliers régionaux.

Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano-Katsina-Maradi (K\_M)  
CILSS/CSAO/FEWS  
NET/OCHA/PAM/RESIMAO/UNICEF  
Rapport de mission conjointe 2006  
Texte intégral (1,03 MB en PDF) en libre accès en ligne :  
[http://s179235304.onlinehome.fr/images/pdf/edito/frl\\_dt30\\_rapport%20de%20mission%20m2k%20.pdf](http://s179235304.onlinehome.fr/images/pdf/edito/frl_dt30_rapport%20de%20mission%20m2k%20.pdf)  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE  
2, rue André Pascal  
75775 Paris Cedex 16  
France  
Fax : +33 1 45 24 90 31  
E-mail : [marie.tremolieres@oecd.org](mailto:marie.tremolieres@oecd.org)  
Site Web : [www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah)

## Afrique naturellement riche

■ Un état des lieux complet et détaillé : ce rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNU) pour la Conférence des ministres africains de l'environnement (CMAE) étudie en profondeur l'état actuel des ressources naturelles en Afrique. Après avoir analysé les changements intervenus depuis vingt ans, il insiste sur leur potentiel encore mal exploité. Gérer de manière durable les ressources et en partager équitablement les fruits pourraient sortir de la pauvreté des millions de personnes.

Vous y trouverez de nombreuses informations classées par chapitres, téléchargeables séparément : atmosphère, terre, ressources en eau douce, environnements côtiers et maritimes, forêts et régions boisées, biodiversité. L'ouvrage se concentre sur cinq points : implications pour le

bien-être humain, opportunités commerciales, problèmes spécifiques, choix politiques et perspectives d'avenir. Avec en toile de fond une conviction : protéger



aujourd'hui l'environnement et ses précieuses ressources permettrait à l'Afrique d'éviter bon nombre de conflits demain.

Une synthèse en français et le rapport complet (en anglais) sont accessibles gratuitement en ligne.

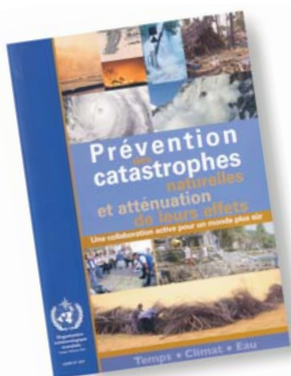
L'avenir de l'environnement en Afrique  
Notre environnement, notre richesse  
Projet AEO-2  
PNU, 2006, 36 p.  
Synthèse téléchargeable gratuitement en ligne (version Pdf, 2,2 Mo) :  
[www.unep.org/dewa/africa/docs/fr/aeo-2/chapters/aeo-2\\_Executive\\_Summary\\_FR.pdf](http://www.unep.org/dewa/africa/docs/fr/aeo-2/chapters/aeo-2_Executive_Summary_FR.pdf)

Africa Environment Outlook  
Our Environment, our Wealth  
UNEP, 2006, 576 p.  
ISBN 92 8072691 9  
60 \$ US • 47 €

Earthprint Ltd  
PO Box 119  
Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni  
Fax : +44 1438 748844  
E-mail : [enquire@earthprint.com](mailto:enquire@earthprint.com)  
Site Web : [www.earthprint.com](http://www.earthprint.com)  
Disponible en ligne dans son intégralité (21,6 Mo) ou par chapitre :  
[www.unep.org/dewa/africa/aeo2\\_launch/index.asp](http://www.unep.org/dewa/africa/aeo2_launch/index.asp)

## Anticiper les catastrophes

■ Chaque dollar consacré à la prévention des catastrophes naturelles permet d'en économiser sept autres sur les pertes économiques qu'elles occasionnent. Sans compter les drames humains.



Dans les pays pauvres, les réparations absorbent trop souvent des ressources qui auraient pu être utiles au développement.

Cet ouvrage donne des conseils pratiques aux services météorologiques et hydrologiques nationaux pour éviter ce gaspillage. Il décrit la nature, l'intensité et la durée de différents risques (tornades, tempêtes, cyclones, moussons, sécheresses) et des phénomènes associés (coulées de boue, inondations, feux de forêt). On y voit, étape par étape, la marche à suivre : déterminer la



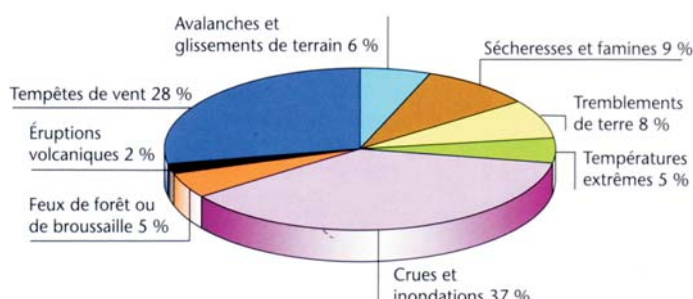
vulnérabilité de chaque région et préparer un plan d'action, sensibiliser les citoyens, réparer les dégâts et reconstruire les collectivités.

Les habitants des zones à risques apprécieront les nombreuses informations concrètes de ce guide. On y apprend comment étudier un plan officiel d'urgence, quels matériaux se procurer pour renforcer les habitations, quels accessoires avoir avec soi pour survivre deux semaines sans assistance et de quels dangers, qui

suivent en général une catastrophe naturelle, se méfier.

Prévention des catastrophes naturelles et atténuation de leurs effets  
Organisation météorologique mondiale, 2006, 34 p.  
OMM n° 993  
ISBN 92 63 20993 6  
15 CHF • 9,5 €  
OMM  
BP 2300  
1211 Genève 2  
Suisse  
Fax : +41 22 730 80 27  
E-mail : [PubSales@wmo.int](mailto:PubSales@wmo.int)  
Site Web : [www.wmo.int](http://www.wmo.int)

## L'origine des catastrophes



## Internet à bas prix

■ À mesure que le Wifi (pour *Wireless Fidelity*, mise en réseau sans fil) gagne en popularité, les coûts d'équipement baissent et les capacités de communication augmentent. Aujourd'hui, le Wifi représente une option réaliste et accessible pour un nombre croissant de gens désireux de monter leur propre système de communications. Dans les pays où l'accès à Internet est souvent problématique, le Wifi est un plus, comme beaucoup l'ont expérimenté.

Ce guide en anglais – qui sera prochainement traduit en français – offre toutes les informations et outils nécessaires à une communauté pour se connecter sans fil en fonction des ressources disponibles. Vous y trouvez des conseils pratiques pour dénicher ou valoriser des matériaux peu onéreux en remplacement de composants coûteux.

L'ouvrage indique comment monter des réseaux fiables avec un budget étonnamment limité,



comment mettre en place des réseaux de transmission à haut débit pour relier entre elles des zones reculées, fournir un accès haut débit même là où le téléphone n'existe pas et connecter des communautés sur de vastes territoires.

De nombreuses études de cas (Kenya, Mali, Tanzanie, entre autres) présentent les tentatives de divers groupes pour bâtir de

tels réseaux et décrivent les ressources exploitées et les résultats obtenus. Une remarquable "Foire Aux Questions" fournit une foule d'informations techniques, sociales et financières sur le Wifi. Un excellent point de départ pour quiconque souhaite s'embarquer dans cette aventure. Les lecteurs sont invités à contribuer à la mise à jour par l'intermédiaire du site Web.

*Wireless Networking in the Developing World: A practical guide to planning and building low-cost telecommunications infrastructure*  
Par R. Flickenger et al.  
2006, Limehouse Book Sprint Team, 254 p.  
ISBN 1 4116 7837 0  
9,75 \$ US • 8 €  
Téléchargeable sur : <http://wndw.net/download.html>  
Site Web : <http://wndw.net>  
E-mail : [info@wndw.net](mailto:info@wndw.net)  
L'exemplaire imprimé peut être commandé uniquement par Internet sur : [www.lulu.com](http://www.lulu.com)

## Développement rural au féminin

■ Dans cet ouvrage pluridisciplinaire, sociologues, géographes, économistes et anthropologues s'attachent à préciser les liens entre la nouvelle répartition des rôles masculins et féminins et le développement rural, au Sud comme au Nord. Comment la dimension genre est-elle prise en compte dans les politiques et actions de développement ? Quelle est désormais la place des femmes sur le marché du travail ? Quels sont les pouvoirs et contre-pouvoirs des rurales ?

Sur ces questions, les auteurs apportent soit un éclairage purement conceptuel, soit une réflexion à partir d'études de cas en Afrique et en Asie, pour la



Photo : © Syifa International

plupart. En Centrafrique, par exemple, les femmes des zones cotonnières sont désormais propriétaires de champs individuels situés près des champs collectifs habituels. Au Sénégal, les transformatrices de poisson veulent institutionnaliser leur activité en créant des groupements d'intérêt économique.

En conclusion, le livre s'interroge sur les avantages et les inconvénients pour les femmes de leur entrée dans l'économie marchande.

*Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*  
Par A.-M. Granié et H. Guétat-Bernard  
IRD Éditions/Presses universitaires du Mirail, 2006, 328 p.  
ISBN IRD 2 7099 1598 7  
ISBN PUM 2 85816 793 1  
29 €  
IRD Service Diffusion  
32, avenue Henri Varagnat  
93143 Bondy Cedex  
France  
Fax : + 33 1 48 02 79 09  
E-mail : [diffusion@bondy.ird.fr](mailto:diffusion@bondy.ird.fr)  
Site Web : [www.ird.fr/editions/](http://www.ird.fr/editions/)




## Bien décentraliser

■ Ce texte propose un modèle de décentralisation du développement rural. Des questionnaires d'enquête et des grilles d'analyse aident à mieux comprendre le processus.

Comprendre, analyser, gérer un processus de décentralisation. Le modèle RED-IFO et son utilisation. Directives.  
*Coll. Institutions pour le développement rural n° 2*  
FAO, 2006, 170 p.  
ISBN 92 5 205529 0  
48 \$ US • 36,60 €  
FAO  
Division de l'information  
Service de la gestion des publications  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italie  
Fax : +39 06 5705 3360  
E-mail : [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org)  
Site Web : [www.fao.org/catalog/inter-f.htm](http://www.fao.org/catalog/inter-f.htm)

## Bibliothèques électroniques

 Nouveau module IMARK de formation à distance : une trentaine de leçons interactives détaillent, pour les bibliothécaires et les gestionnaires de systèmes d'information, les ressources et les compétences requises pour créer et gérer des bibliothèques électroniques. Également disponible en anglais.

Kit de ressources pour la gestion de l'information (IMARK)  
Numérisation et bibliothèques électroniques  
CTA/AUFI/CIRAD/UNESCO/FAO, 2006  
Cédérom  
ISBN 92 5 205572 X  
CTA n° 1326  
10 unités de crédit  
Site Web : [www.imarkgroup.org/index\\_fr.asp](http://www.imarkgroup.org/index_fr.asp)

## Intarissable Niger

■ Cet ouvrage examine l'histoire, la géographie, la qualité et l'utilisation des eaux du Bassin du fleuve Niger. Il offre une approche globale pour une mise en valeur durable de ce bassin qui concerne neuf pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et Tchad.

Le Bassin du fleuve Niger : vers une vision de développement durable  
Par I. Andersen, O. Dione, M. Jarosewich-Holder, J.-C. Olivry, Banque mondiale/Katherine George Golitzen, 2006, 150 p.  
ISBN 0 8213 6402 2  
20 \$ US • 15,30 €  
World Bank  
PO Box 959  
Herndon, VA 20172-0960  
USA  
Fax : +1 703 661 1501  
E-mail : [books@worldbank.org](mailto:books@worldbank.org)  
Site Web : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

# Changements et défis

**P**our changer les choses autour de soi, il est bon de commencer par changer les choses chez soi. Le CTA a démarré la nouvelle année avec la ferme résolution de transformer sa façon de servir les pays ACP. Comme l'écrit le Dr. Hansjörg Neun, directeur du CTA, dans le *Rapport annuel 2006* qui paraîtra prochainement, c'est un défi perpétuel que de travailler dans un environnement en mutation rapide, avec des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui progressent à la vitesse grand V, et le CTA doit s'adapter pour relever ce défi.

Dans son Plan stratégique 2007-2010, le Centre s'engage à améliorer l'étendue, l'efficacité et la pérennité de son action, et à appliquer une démarche plus hardie de marketing pour élargir sa gamme de produits et services pour les pays ACP. Vu le

développement parfois stupéfiant des TIC, il redoublera d'efforts pour identifier les outils convenant le mieux aux utilisateurs ACP et pour aider ceux-ci à en tirer le meilleur parti. Il s'attachera aussi à élargir ses propres systèmes d'information. Un événement à guetter en 2007 : la réunion de l'Observatoire des TIC en septembre. Elle concernera la nouvelle génération d'outils Web 2.0, sujet qui sera aussi couvert largement dans *Spore*.

## Connectivité et risques globaux

La grippe aviaire, le changement climatique et la croissance démographique ont émergé en 2006 comme autant de défis majeurs qui auront certainement des répercussions à long terme. La propagation rapide du virus aviaire H5N1 a lancé un sévère avertissement quant aux risques du monde interconnecté d'aujourd'hui. Le CTA a réagi en exploitant la connectivité globale pour diffuser rapidement de l'information sur la maladie. Les questions liées au changement climatique occupent une place centrale dans son Plan stratégique ; les initiatives prévues incluent une aide aux pays ACP pour la recherche de stratégies d'adaptation. Mise en perspective avec le réchauffement de la planète, la pression démographique mondiale est un sujet complexe et le CTA s'engage à en cerner les conséquences pour les populations pauvres des régions ACP et les mesures à prendre pour les aider.

Le *Rapport annuel* dresse l'inventaire d'une série d'événements clés pour le CTA en 2006. Citons, entre autres, un séminaire au Bénin sur le rôle des TIC dans le développement des PME en Afrique et un autre au Kenya qui a inauguré le chapitre africain de l'Association internationale des spécialistes de l'information agricole (IAALD). Le

**Spore change de couleurs, mais pas de ton !**

**Nouveau look à partir d'avril pour vos rubriques préférées, et encore plus de photos, brèves et reportages. Ne manquez pas le prochain numéro !**

CTA a aussi contribué à plusieurs réunions importantes, dont la conférence "Femmes, sciences et sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique" en Ouganda, le Congrès mondial sur la communication pour le développement en Italie, et le Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe ACP, au Soudan, qui examinait les Accords de partenariat économique et leurs implications pour les régions ACP.

S'agissant de son fonctionnement, le Centre a réussi à améliorer son efficacité sur plusieurs plans. Il a introduit des changements dans son personnel, sa gestion et ses procédures d'évaluation, et réalisé des économies dans ses coûts de voyage tout en allongeant la durée des missions. Sur le plan externe, il a intensifié sa communication avec ses partenaires ACP et européens pour stimuler les interactions et s'est promis d'en accroître cette coopération.

L'époque est sans aucun doute difficile, mais passionnante. Le CTA est résolu à faire le maximum pour que les pays ACP soient en mesure de saisir de nouvelles opportunités.

**N'hésitez pas à vous exprimer sur le blog que le Dr Neun, directeur du CTA, a ouvert sur Internet : <http://neun.cta.int>**



## Le magazine Spore



*Spore* est le magazine bimestriel du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – ACP-UE. Le CTA est régi par les Accords de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique,

des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne.

© CTA 2007, ISSN 1011 0054

### Editeur :

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accords de Cotonou ACP-UE

CTA, Postbus 380

6700 AJ Wageningen,

Pays-Bas

Tél. : +31 317 467 100

Fax : +31 317 460 067

E-mail : [cta@cta.int](mailto:cta@cta.int)

Site Web : <http://www.cta.int>

### Rédaction :

Directrice de la rédaction :

Marie-Agnès Leplaideur

Syfia International

20, rue du Carré-du-Roi

34000 Montpellier, France

Rédactrice en chef de la version anglaise :

Clare Pedrick

Via dello Spagna 18

06049 Spoleto (PG), Italie

Rédactrice en chef de la version française :

Denise Williams

Syfia International (adresse ci-dessus)

Ont participé à ce numéro :

J. Bodichon, M. Chimwala, F. Le Meur, M. Malengrez, D. Manley, D. Msangya, N. Nalugwa, J.-V. Ngoubangoyi, K. Touré, E. de Solère Stintzy, A.-B. Twizeyimana, avec l'appui éditorial du CTA.

**Mise en page :** Intactile DESIGN, France

**Design :** B. Favre

**Impression :** Imprimerie Publiparc, France

## Se former à distance

Le *Kit de ressources pour la gestion de l'information*, plus connu des lecteurs de *Spore* sous son sigle IMARK, est le fruit d'un large partenariat piloté par la FAO, auquel le CTA participe aux côtés notamment du CIRAD, de l'Unesco et de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

Les quatre modules actuellement disponibles et déjà présentés dans *Spore* ont été conçus par les meilleurs spécialistes de l'information agricole. Un travail minutieux est nécessaire pour passer du contenu scientifique apporté par chacun aux leçons proposées aux apprenants et qui doivent répondre à un canevas très précis. Les concepteurs et les développeurs facilitent ensuite la transmission du message aux apprenants sous forme électronique. Dernière étape, la traduction ou plutôt l'adaptation de ces modules en cinq langues.



Disponibles sur Internet et sur cédérom, les modules peuvent être utilisés soit par des tuteurs pour former des groupes, soit individuellement pour se former soi-même. Et les utilisateurs disposent d'un espace interactif sur le site où partager informations et expériences. IMARK a vraiment tout prévu !

Site Web :

[www.imarkgroup.org/index\\_fr.asp](http://www.imarkgroup.org/index_fr.asp)

## Boîte postale 380

**La grippe aviaire reste une grave menace pour de nombreux producteurs de volaille des pays ACP, comme le souligne un courrier de cette Boîte postale. Plus optimiste, un message du Cameroun nous rapporte que des cultivateurs de tomate se regroupent pour améliorer leurs techniques culturales et faire jouer le marché à leur avantage.**

.....

### Un atout inestimable

**Endale Chane**, assistant vétérinaire du service de santé animale du Sud-Wollo en Éthiopie, s'est réjoui d'apprendre dans *Spore* 125 la création du centre FAO de gestion des crises dues aux maladies animales. Mais il ajoute qu'une aide supplémentaire doit être apportée aux pays du Sud si l'on veut les soustraire à la menace de grippe aviaire. Tout en applaudissant l'aide accordée aux laboratoires vétérinaires régionaux pour la mise en place de systèmes de surveillance, il estime "cette aide insuffisante en cas d'épidémie".

La perspective d'un abattage massif serait désastreuse pour les éleveurs de son pays, souligne-t-il, pour des raisons économiques évidentes, mais aussi parce que cela signifierait la perte d'un atout quasi inestimable : les espèces locales de volaille. "Nous autres, dans les pays les plus pauvres, écrit-il, avons besoin d'une aide accrue pour éviter la disparition de nos poulets résistants à la maladie et à la sécheresse."



Photo : A. Virdie © FAO

.....

### Plus d'élevage !

**Gideon Adams**, de la Division de la production animale et de l'apiculture au Nigeria, nous demande dans son courrier de parler davantage de son pays dans les pages de *Spore*. Il voudrait aussi que l'on y traite plus souvent des questions d'élevage. "Ce secteur agricole n'est pas aussi couvert que l'agriculture. Pouvez-vous, s'il vous plaît, faire moitié-moitié ?" demande-t-il.

Nous faisons de notre mieux pour que chaque région ACP reçoive sa part d'attention dans *Spore* et nous travaillons à l'amélioration de la couverture locale. Les suggestions des lecteurs sur les sujets à traiter sont toujours les bienvenues.



### Offre et demande

**Kekia Collins Bakia**, directeur de la section locale de l'ONG Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD), de Bamenda, au nord-ouest du Cameroun, tient à partager son expérience de culture bio avec les lecteurs de *Spore*. Il décrit un projet de culture de la tomate lancé par un groupe de paysans – l'Organisation paysanne du Nord-Ouest (NOWEFOR) – pour augmenter les revenus et attirer les jeunes vers l'agriculture.

Avec l'assistance technique du SAILD, les paysans ont très vite atteint un tel rendement que le marché a été saturé, ce qui a entraîné une chute des prix. Les cultivateurs ont alors réagi en échelonnant leur production afin de réduire l'offre. "Ils se sont répartis en six groupes et ont fixé un calendrier de culture, de façon à planter toutes les deux semaines, explique-t-il. Ainsi ils récoltaient et apportaient leurs tomates sur le marché local à des moments différents." Ils ont par ailleurs trouvé à Douala un acheteur prêt à prendre des arrivages réguliers de tomates bio de première qualité.

Il reste des défis à relever, en particulier, augmenter la production sans sacrifier la qualité. Mais le succès est déjà au rendez-vous : demande et revenus augmentent. "L'expérience prouve qu'en s'unissant les paysans ont pu accéder à des segments particuliers de marché", écrit Kekia.



Photo : © Sylvia International

## Services aux lecteurs

### Ecrire à *Spore*

CTA - rédaction de *Spore*  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen,  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### S'abonner à *Spore*

#### ■ Recevoir la version imprimée

L'abonnement est :

- **gratuit** pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE :

CTA *Spore* subscriptions,  
PO Box 173

6700 AJ Wageningen

Pays-Bas

ou [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

- **payant** pour toute autre adresse :

36 € par an (6 numéros) :

abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir ci-dessous).

#### ■ Recevoir le résumé gratuit par e-mail

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à

[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement :

[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

#### ■ Lire *Spore* sur écran

- sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)

- par satellite : captez les émissions de *Spore Plus* sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de First Voice International. Informations détaillées : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

## Publications

### Pour obtenir les publications

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA.

Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA ([www.cta.int](http://www.cta.int)).

- Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré orange, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

### Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Ltd

Units 17-18

Gunnels Wood Park

Gunnels Wood Road

Stevenage

Hertfordshire SG1 4TP

Royaume Uni

Fax : + 44 1438 748844

E-mail : [Darren@earthprint.co.uk](mailto:Darren@earthprint.co.uk)



Marcella Harris, qui élève du bétail en Dominique depuis quinze ans, est la présidente de Winfa, l'association des agriculteurs des Îles du Vent, dans les Caraïbes. L'association, née il y a vingt-neuf ans, a joué un rôle majeur en aidant les petits producteurs de bananes de ces pays à se convertir au commerce équitable.

## Banane

# Le commerce équitable comme planche de salut

**Faute d'être concurrentiels sur le marché traditionnel, les petits planteurs de bananes des Îles du Vent, dans les Caraïbes, se sont mis en 2000 à cultiver pour le commerce équitable. Aujourd'hui, certaines îles produisent près de 100 % de bananes sur ce créneau. Marcella Harris raconte cette reconversion.**

Les milliers de membres de Winfa (abréviation de Winward Islands farmers association, ndlr) sont éparpillés sur les Îles du Vent : la Dominique, la Grenade, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie. Winfa a joué un rôle central dans la conversion au commerce équitable en rassemblant les habitants de ces différents pays. Nous nous sommes rendu compte de la nécessité de regrouper les paysans pour qu'ils fassent front et se battent pour de meilleures conditions de vie pour eux, leurs familles et leurs communautés. La majorité de nos membres sont des cultivateurs de bananes.

Winfa s'est formée en 1978 pour aider les victimes des désastres naturels survenus dans la région : l'éruption d'un volcan à Saint-Vincent et un ouragan qui avait dévasté la Dominique. Nous voulions trouver des moyens pour compenser les dommages infligés par ces catastrophes naturelles aux paysans, lesquels étaient confrontés en outre à l'évolution du contexte économique. Nous devons nous organiser.

## “ Les paysans sont maintenant respectés ”

Dans les années 1990, les règles du marché se sont faites plus exigeantes : il nous fallait impérativement réduire les coûts de production. Une adaptation impossible en raison du caractère accidenté et montagneux de nos îles qui nous interdit toute production mécanisée et en grandes plantations. Conséquence des règles commerciales de l'OMC : de nombreux paysans ont dû abandonner la production de bananes.

Notre principale tâche fut alors de trouver des alternatives pour les 1 200 agriculteurs qui étaient restés. Nous avons concentré nos premiers efforts sur la diversification de la production bananière. Mais il n'était pas facile, après des années de soutien à la monoculture, de changer les choses juste en claquant des doigts. Nous nous sommes battus à la fois pour sécuriser notre marché de la banane et pour le diversifier. Nous avons encouragé les paysans dans ce sens. Winfa croit fermement dans la diversification et, de fait, la plupart des paysans cultivent d'autres plantes pour nourrir leur famille.

La Dominique était autrefois le premier pays exportateur de lime (citron vert) sur le marché britannique, pour le compte de la marine. Mais nous n'avons pas pu résister longtemps à la concurrence asiatique et africaine et nous avons brutalement perdu ce marché. La banane a été alors introduite comme une alternative, mais nous avons pris conscience du risque de perdre notre accès préférentiel au marché de l'UE, ce qui nous a amenés à explorer, avec l'organisation Oxfam-Grande-Bretagne, le marché équitable de la banane. Auparavant, nous pensions que le commerce équitable ne concernait que des produits transformés comme le café, le thé ou le miel, et non les produits frais comme la banane.

### Des risques bien anticipés

Nous avons consacré beaucoup de temps, d'efforts et d'énergie à préparer les producteurs. Ils savaient bien évidemment comment cultiver des bananes, mais il s'agissait de les “convertir” aux exigences du marché

équitable. Traditionnellement, nous produisons des bananes “éthiquement”, sans dommages pour l'environnement et sans risques pour la santé des consommateurs et des producteurs. Les îles des Caraïbes sont belles et verdoyantes : il est naturel dans nos pays d'être concernés par notre environnement. Il ne faut pas oublier que nos gouvernements ont adopté assez tôt des politiques de protection des forêts.

Quand nous avons commencé à produire des bananes équitables en Dominique et à les exporter, en 2000, il n'y avait que trois petits groupes de producteurs équitables. Mais la demande était si importante qu'elle nous a vite amenés à une situation inédite dans le monde : en Dominique, 95 % de la production de bananes est écoulee sur le marché équitable. Et à la Grenade, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent, on frôle aujourd'hui les 100 % ! La demande des consommateurs augmente pour nos bananes Îles du Vent, de grande qualité et équitables. Si nous ne nous étions pas mis sur ce créneau, le secteur serait

probablement mort. Or, nous comptons maintenant plus de 40 groupements coopératifs équitables !

### Justes retombées pour les communautés

Si les marchés étaient plus justes, les paysans, partout dans le monde, ne connaîtraient pas les problèmes de survie auxquels ils sont confrontés aujourd'hui. Les communautés non plus. De la santé du secteur agricole dépend, en effet, celle de tous les autres : si le paysan ne peut vendre ses bananes ou ses autres produits, il ne peut dépenser dans d'autres secteurs, ni rien injecter ailleurs dans l'économie. Le commerce équitable donne l'occasion aux paysans de créer un environnement social positif pour leurs communautés. Ainsi, dans certains cas, les producteurs investissent dans des projets sociaux au sein de leurs communautés, en réparant un centre de santé ou en achetant des ordinateurs pour une école. Les coopératives de commerce équitable ont le souci d'investir le juste prix reçu dans des initiatives qui renforceront le bien-être social de toute la communauté.

L'équitable a eu un impact positif sur les communautés et les paysans sont maintenant respectés. Afin de préserver ces acquis, nous devons nous atteler à un important travail de promotion et nous travaillons pour cela avec de nombreux partenaires en Grande-Bretagne et sur le marché européen, comme le collectif d'ONG européennes, le Réseau européen d'action pour la banane (EUROBAN).

En tant qu'organisation paysanne, Winfa a pour tâche de faire du lobbying et de convaincre les consommateurs de faire un choix éthique. Nous devons à présent trouver d'autres marchés, d'autres espaces où nous développer. S'il y a des possibilités d'expansion ailleurs que dans le commerce de la banane, il faut y aller. Nous produisons déjà des noix de coco équitables et devons continuer à produire des idées et des initiatives !

E-mail : winfa@caribsurf.com

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.